

Paris, le [a compléter] 201.

Adresse du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Télécopie : (pages) et par courriel :

Affaire :
N/Réf. :
V/Réf :

Madame, Monsieur,

Agissant au nom et pour le compte de la société [a compléter], je viens par la présente vous saisir des faits suivants.

1-

Dans le cadre de ses activités, [a compléter] a lancé une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue d'assurer [a compléter].

Par courrier en date du [a compléter], [a compléter] a informé la société [a compléter] du rejet de son offre et de l'attribution du marché à la société [a compléter] pour un montant de [a compléter].

2-

Je vous remercie de bien vouloir me communiquer les motifs détaillés du rejet de l'offre de la société [a compléter], autrement dit, les notes attribuées pour chaque critère et sous-critère de jugement des offres ainsi que les avantages et les caractéristiques de l'offre retenue dans la mesure où votre courrier en date du [a compléter] est incomplet sur ce point.

3-

Je vous remercie également de bien vouloir me communiquer les pièces du marché suivantes, l'ensemble des pièces réclamées étant communicables de plein droit au sens de l'article 2 de la loi du 17 juillet 1978 modifiée par l'article 7 de la loi du 12 avril 2000:

- Une copie du marché signé avec la société [a compléter]. Ce document est communicable **de plein droit** dans son intégralité comme l'a rappelé la CADA à de nombreuses reprises.
- Une copie du BPU (prix détaillés) la société [a compléter]. Ce document est communicable **de plein droit** dans son intégralité comme l'a rappelé la CADA à de nombreuses reprises.

- Le rapport d'analyse des offres. Ce document est communicable **de plein droit** dans son intégralité comme l'a rappelé la CADA à de nombreuses reprises [a compléter]- Je vous rappelle que **ce document ne doit pas être occulté** concernant les appréciations permettant de déterminer les caractéristiques et les avantages de l'offre de la société attributaire.
- Une copie du procès-verbal d'ouverture des candidatures et des offres. Ce document est communicable **de plein droit** dans son intégralité comme l'a rappelé la CADA à de nombreuses reprises.

4-

Je me permets de vous rappeler que la communication des éléments énoncés ci-dessus est de droit à toute personne physique ou morale qui en fait la demande et qu'en cas de refus de communication de ces différents documents à compter de la signature du marché et en tout état de cause **avant le** [a compléter- laisser un délai d'un mois], la société [a compléter] n'aura pas d'autre solution que de saisir la CADA dans un premier temps puis le juge des référés dans un second temps afin de d'obtenir la communication de ces éléments sous astreinte par jour de retard (en produisant une copie de la présente).

Je vous remercie par avance pour vos diligences et pour votre réponse.

Dans cette attente;

Très cordialement.

[a compléter]

Pièces jointes :

Pièce n°1 : Courrier de rejet